



Alerte disparition : où est passée Rachida Dati ?

D'après nos informations, elle sabre (seule dans son coin ?) les budgets au Château-Valois

PARIS > 9 avril 2024

Dès la publication du décret du 22 février 2024 portant annulation de 204 346 822 € de crédits sur les programmes budgétaires du ministère de la Culture, l'intersyndicale du ministère de la Culture a adressé un courrier à la ministre Rachida Dati demandant la tenue d'un comité social d'administration ministériel (CSAM) extraordinaire « *afin de discuter de ces coupes budgétaires et de trouver des solutions préservant l'intégrité et le dynamisme de notre ministère* ». **Silence radio de la ministre.**

Par voie de presse, nous apprenons que Rachida Dati a d'ores et déjà notifié à plusieurs établissements publics du ministère des baisses de budget : Opéra de Paris (- 6M€), Comédie Française (-5M€), musée du Louvre (-3M€), Académie de France à Rome (-1M€), Théâtres nationaux la Colline et Chaillot (-500K€ chacun), Cité de la Céramiques Sèvres et Limoges (-1M€), Mobilier national (-1M€). Comment a-t-elle fait ces choix ? Avec qui ? Selon quels critères ?

Nous n'en saurons rien puisque la ministre a décidé de travailler seule, sans concertation préalable. Pourtant, les textes organisant les compétences des CSA prévoient qu'ils sont obligatoirement consultés sur « *la situation budgétaire et financière des établissements dans lesquels ils sont institués* ». De surcroît, la tenue d'un CSA est de droit lorsque la demande est exprimée par plus de la moitié des représentant.es de l'instance. Pire encore, le ministère a annulé le CSA ministériel initialement prévu le 2 avril !

Mais **c'est à travers la presse qu'elle a choisi d'échanger**. Cette méthode de travail en chambre, unilatérale, illustre parfaitement, d'une part, l'absence de considération à l'endroit de ses personnels et à leurs représentant.es. et, d'autre part, une dérive politique qui méprise les processus démocratiques.

Elle illustre aussi une grande duplicité. Nous n'avons pas oublié que lors de ses [vœux](#) aux agent.es du ministère, la ministre avait affirmé souhaiter « *être quelqu'un de direct, qui aime les échanges, le dialogue avec tous* ». De même, lors du CSA ministériel du 9 février 2024 sur les Jeux Olympiques et Paralympiques, la ministre s'était déclarée « *à l'écoute, disponible et ouverte à la discussion, notamment sur les enjeux de l'emploi, des concours, des carrières et parcours professionnels de ses personnels* ».

La période d'essai pouvait sembler prometteuse mais à l'épreuve des faits, Rachida DATI montre son vrai visage. Ses récentes [attaques](#) contre les politiques de prescription des services régionaux archéologiques, si elles donnent une preuve supplémentaire de sa méconnaissance et de son indifférence à l'égard des missions et de l'histoire de notre ministère, traduisent vis-à-vis des puissances de l'argent une obligeance qu'elle ne feint même plus s'agissant des agents du ministères.

Est-il besoin de rappeler que la négociation sur la révision du cadre de gestion de 7500 agent.es contractuel.les du ministère en attente d'une revalorisation salariale, ouverte depuis juillet dernier est à ce jour [à l'arrêt](#) ? De même, nous sommes toujours dans l'attente de l'ouverture concrète de la négociation sur l'égalité professionnelle et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

On pouvait légitimement s'interroger : **où est Rachida DATI ?** la réponse : dans les bureaux feutrés de Valois à sabrer les budgets de certains opérateurs sans « *échange* » ni « *dialogue* ».

Halte à l'omerta et aux coupes budgétaires arbitraires !

DEFENDEZ VOS DROITS, SYNDIQUEZ-VOUS !

<https://www.CGT-culture.fr/adherer/>